

© IMAGE RÉALISÉE PAR ROBERT FRIEDY

ANALYSE DE LA FUCID
2023 | 09

FUCID.BE

Enjeux climatiques et environnementaux : transformer l'université, révolutionner le travail

PAR ALIX BURON
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

ANALYSE DE LA FUCID 2023 | 09

Retrouvez toutes nos analyses et études
sur notre site Internet !
<https://www.fucid.be/analyses-etudes/>

FUCID ASBL | Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
info@fucid-unamur.be | 081/72.50.88
Numéro d'entreprise : BE0416.934.803
Compte en banque : BE45 0013 1728 8389

Avec le soutien de la
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

À travers ses analyses, études et outils pédagogiques en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

Enjeux climatiques et environnementaux : transformer l'université, révolutionner le travail

Diplôme prestigieux en poche, ils-elles auraient pu devenir ingénieur·e·s, cadres supérieurs, mais ils ont refusé d'être complices d'entreprises et multinationales néfastes pour l'environnement. Ils ont élevé la voix ou ont bifurqué en silence, pour poser les premières briques d'un changement de paradigme nécessaire afin de répondre aux enjeux socio-environnementaux de nos sociétés contemporaines. En France, ils ont reçu une vague de haine et de critiques, traités de lâches, de gamins oisifs ou carrément accusés de vouloir accentuer la faim dans le monde⁰¹. La preuve d'un réel besoin de déconstruire le mythe de la carrière et de transformer l'enseignement supérieur actuel, afin d'amorcer un virage écologique radical.

En avril 2022, durant la cérémonie de remise des diplômes d'AgroParisTech, huit étudiant·e·s fraîchement diplômé·e·s appellent à désertir : ils fustigent leur formation qui les pousse selon eux à participer aux ravages sociaux et écologiques en cours. Ils ne peuvent s'imaginer travailler dans des grandes entreprises pour « trafiquer en labo des plantes pour des multinationales qui asservissent toujours plus les agricultrices et les agriculteurs (...); inventer des labels "bonne conscience" pour permettre aux cadres de se croire héroïques en mangeant mieux que les autres ; développer des énergies dites "vertes" qui permettent d'accélérer la numérisation de la société tout en polluant et en exploitant à l'autre bout du monde ». Ecœuré·e·s, ils-elles ont choisi d'autres voies : l'apiculture, la lutte contre l'accaparement des terres, le maraîchage,... La vidéo de leur discours a été vue près d'un million de fois⁰².

En juin 2022, c'est au tour d'étudiant·e·s de l'École

nationale supérieure agronomique de prendre la parole. Eux non plus ne supportent pas l'idée de travailler pour une « entreprise ultralibérale dont l'unique boussole est la recherche du profit » (Chapelle, 2023a) avec le maigre espoir de changer les choses de l'intérieur.

En septembre 2022, en Belgique cette fois-ci, Laurent Lievens, professeur à la Louvain School of Management, démissionne publiquement⁰³. Pour lui, l'urgence écologique impose de métamorphoser l'enseignement et la recherche de toute urgence. Il s'inquiète d'un cursus en sciences de gestion qui lui semble promouvoir une idéologie managériale génocidaire sans la moindre auto-critique.

Ces histoires font écho à celle de Clément Choisine, qui avait exprimé son angoisse lors de la remise de diplômes de Centrale Nantes, en novembre 2018 : « L'éthique, c'est ce que doit retrouver l'ingénieur pour ne pas perpétuer les erreurs du passé et du sacré sain progrès qui devrait et saurait toujours nous sauver. »⁰⁴ Elles font écho, aussi, à ces étudiant·e·s bioingénieur·e·s belges ne pouvant que constater le décalage entre les enjeux environnementaux et leurs cursus vantant encore largement les mérites des OGM et la monoculture productiviste, et non de l'agroécologie. Alors, beaucoup se disent : « qu'est-ce que je vais faire demain avec les outils qu'on m'a donnés ? » (Mergen, 2023)

#01 Dans un article du Point : https://www.lepoint.fr/debats/azihari-quand-de-jeunes-ingenieurs-agronomes-revent-d-affamer-le-monde-18-05-2022-2476213_2.php
#02 Vous pouvez la regarder ici : <https://youtu.be/SUOVOC2Kd50?si=wasCeY1IO-2iCzTly>
#03 Sa carte blanche est disponible ici : <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/09/09/voici-pourquoi-je-demissionne-de-la-louvain-school-of-management-U3BUHSSUIRGFXNY7Y6DNA4XU54/>
#04 Son discours complet : <https://youtu.be/3LvTgiWSAAE?si=XO6WvmOHFQxuUJzh>

Aucun diplôme n'a de sens sur une planète morte » (Lievens, 2022)

Pour la sociologue Coline Ruwet, si ces parcours de démission ou de bifurcation restent actuellement le fait d'une minorité de personnes, ils sont la partie la plus médiatisée d'une vague bien plus large d'éco-anxiété, de mal-être face au système scolaire et de décrochage, un peu plus accentuée par la récente épidémie de Covid-19 (L'Instant Papillon, 2023).

En France, la Consultation Nationale Étudiante a réalisé un état des lieux de la perception des étudiant-e-s face aux enjeux climatiques⁰⁵. 85% des 50 000 répondant-e-s se considéraient ainsi « inquiét-e-s voire angoissé-e-s vis-à-vis de l'avenir au regard du changement climatique ». L'étude de la CNE révélait également que 82% des étudiant-e-s ne se considéraient pas suffisamment formé-e-s sur les enjeux environnementaux, et que 85% d'entre eux-elles souhaitaient l'être. En Belgique, l'ASBL The Shifters a récolté des résultats très similaires⁰⁶ en interrogeant 600 étudiant-e-s : pour ces dernier-e-s, l'éducation est un outil prioritaire face au changement climatique... outil qui est bien trop peu exploité. De fait, en Belgique, 63% des formations universitaires et 70% des formations données par des hautes écoles ne contiennent aucun cours qui aborde la durabilité climatique ou environnementale. Les facultés d'agronomie, de sciences et d'architecture sont, en toute logique, celles qui organisent le plus de cours à ce sujet, cours qui sont par contre quasiment absents des cursus des facultés de médecine ou de sciences humaines. Résultat : The Shifters a estimé que tout au plus 5% des travailleur-e-s belges ont reçu un enseignement qui aborde les enjeux climatiques et environnementaux.

Mais il ne s'agit ici encore que de la partie émergée de l'iceberg : car ce faible pourcentage d'étudiant-e-s ayant suivi un cours sur les enjeux climatiques les ont essentiellement étudiés sous leurs dimensions technique et scientifique, en laissant largement de côté les questions politiques, économiques et sociales qui doivent inévitablement se poser lorsque l'on veut appréhender le problème climatique et environnemental dans toute sa complexité. Plus encore, dans certains cursus,

Tout au plus 5% des travailleur-e-s belges ont reçu un enseignement qui aborde les enjeux climatiques et environnementaux.

on chérit encore les causes du problème : des pratiques polluantes en agrologie⁰⁷ au système néo-libéral dans les facultés d'économie⁰⁸. Mais comment faire autrement, si l'on veut trouver un emploi, faire carrière ?

La sacro-sainte valeur travail

À l'heure actuelle, l'université forme en effet des travailleur-euse-s avant de former des citoyen-ne-s. Pour Céline Marty, professeure de philosophie et spécialiste d'André Gorz⁰⁹, en effet, « on oriente tout de suite les jeunes vers des impératifs qui sont des normes capitalistes » (Blast, 2023) : il faut choisir des métiers rentables – et donc les études qui vont avec. Et lorsque l'on s'enferme dans ce système économique (par un crédit étudiant ou immobilier, un CDI), il peut être plus difficile de bifurquer : face à la peur de la précarité, il n'est pas toujours possible de trouver un emploi qui a du sens ou de faire prévaloir ses convictions.

Ces impératifs sont, pour Céline Marty, le reflet de la productivité imposée par notre société sur tous les aspects de notre vie. L'emploi, plus encore, concentre des enjeux d'identité, de reconnaissance sociale, de retraite et de protection sociale, dans un système de plus en plus fragilisé. « Cela engendre de multiples situations de mal-être masquées par une valorisation constante de celui-ci [l'emploi] » (KPMG, 2023) : à travers, par exemple, les imaginaires nocifs des « métiers passion »

^{#05} L'étude complète : https://le-reses.org/wp-content/uploads/2021/04/RAPPORT_CNE2020.pdf ^{#06} L'étude complète : https://education4climate.be/education4climate_rapport_final_fr.pdf ^{#07} Science des terres cultivables. ^{#08} En Belgique, Rethinking Economics Belgium a interrogé 566 étudiant-e-s en sciences économiques et de gestion sur leurs études : pour 68% d'entre eux, leurs cours avaient un biais en faveur du libéralisme économique. Pour 78% d'entre eux, les cours ne leur permettaient pas de comprendre l'impact de l'activité économique sur l'environnement. 80% désiraient apprendre une plus grande variété de théories économiques. (Bero, 2019). ^{#09} Philosophe et journaliste français (1923-2007) considéré comme l'un des principaux théoriciens de l'écologie politique et de la décroissance.

et de la « start-up » qui permettent de légitimer l'exploitation des travailleur-euse-s prêt-e-s à tout donner pour leur métier. À travers également la valeur morale du « bon citoyen travailleur », quel que soit le contenu du travail ou ses conditions : en acceptant, par exemple, « qu'une partie de la jeunesse se dédie à la livraison de sushis et de pizzas pour des travailleurs exténués qui n'ont ni le temps ni l'envie de se nourrir eux-mêmes, au service d'autres travailleurs tout aussi exténués » (Marty, 2021).

Il est logique que les bifurcations étudiantes trouvent une forme d'équivalence dans le monde du travail. Dans leur livre *Redonner du sens au travail*, Thomas Coutrot et Coralie Perez montrent ainsi que la vague de démission qui a suivi la crise sanitaire touchait bel et bien à la question du sens au travail (et ce quelle que soit la catégorie sociale), et pas seulement à ses conditions (salaire, horaire) : ce qui comprend notamment l'utilité sociale du travail et sa cohérence éthique (un emploi qui respecte la santé des autres et de la planète) (Chapelle, 2023b). L'utilité sociale du travail, c'est ce sur quoi ont travaillé Helen Kersly, Eilis lawlor et Susan Steed en 2009¹⁰ : ils ont ainsi comparé, entre autres, la valeur sociale d'un technicien de surface et celle d'un conseiller fiscal. Le conseiller fiscal, permettant notamment aux sociétés d'échapper aux impôts et donc au financement du secteur public, détruirait 47 fois plus de valeur qu'il n'en crée, pour un salaire compris entre 75 et 200 mille livres sterling par an. Tandis qu'un technicien de surface dans un hôpital, contribuant à freiner la propagation des maladies, générerait 10 fois plus de valeur qu'il n'est payé.

Cette culture du travail à tout prix, cette valorisation des métiers néfastes face à des métiers précaires pourtant essentiels pour la collectivité, montrent que transformer l'université ne peut se faire qu'en bouleversant la façon dont est pensé et organisé l'emploi. Le fait est que, pour répondre aux défis économiques, sociaux et politiques actuels, certains d'entre eux devront disparaître, d'autres devront être créés, et du temps devra être libéré.

Beaucoup de penseur-euse-s ont en effet exploré la question de la libération du travail comme

jalon essentiel de transformation vers une société plus durable. L'économiste et homme politique Pierre Larroustou l'explique ainsi : « C'est défier la logique capitaliste : "le temps c'est de l'argent". C'est accepter qu'on pourrait produire plus pour moins cher et choisir de ne pas le faire » (LouieMedia, 2020). Céline Marty renchérit : « L'écologie interpelle les citoyens-travailleurs que nous sommes sur une chose fondamentale : une des plus importantes victoires du capitalisme productiviste aura été de nous déposséder de tout droit de regard sur la production. Sortir de l'emprise productiviste, ce serait donc inventer un modèle alternatif qui démocratise en profondeur le travail » (Marin, 2022). Il s'agit notamment de supprimer les « bullshit jobs »¹¹, métiers rémunérateurs mais ennuyeux et sans finalité qu'un actif-ve sur cinq a le sentiment d'exercer en France (CNE, 2020). De libérer un temps pour prendre du recul, du pouvoir, développer l'autoproduction alimentaire, la coopération, la vie associative, politique et culturelle : en somme, un temps de vie où l'on peut s'impliquer dans la société sans se soucier des impératifs du marché. André Gorz appelait ainsi de ses vœux à une semaine de quatre jours qui « favoriserait la sortie d'une société du salariat vers une société de la citoyenneté active, plus adaptée aux remises en question qu'appelle le péril climatique et aux demandes de renouvellement démocratique manifestées par la population » (Gianinazzi, 2020). Le sociologue Claus Offe propose quant à lui de donner à chaque salarié 10 ans de congés payés sur toute la carrière, à organiser comme bon lui semble (Marty, 2021). D'autres encore parlent de revenu universel, tandis que certain-e-s considèrent qu'il faudra plutôt se retrousser les manches pour répondre au besoin de métiers à forte valeur sociale ou environnementale ainsi que de main-d'œuvre dans un monde sans pétrole où la production devra être relocalisée. Dans tous les cas, une transition écologique devra passer par une nécessaire re-démocratisation du travail qui bouleversera probablement l'éthique de la spécialisation que nous apprend l'école, et par là la hiérarchie entre les différents types de métiers.

^{#10} L'étude complète : neweconomics.org/2009/12/a-bit-rich ^{#11} Concept apparu sous la plume de l'anthropologue David Graeber.

L'université : moteur de changement ou reflet des normes sociétales ?

L'enseignement supérieur, qui forme des citoyen-ne-s parmi lesquel-le-s des futur-e-s chef-fe-s d'entreprises ou politiques, est un levier d'action puissant pour nous diriger vers cette transformation¹².

Afin d'en faire un moteur de changement, des étudiant-e-s s'engagent déjà, comme l'AGL (Assemblée Générale des étudiants de Louvain) qui a fait pression pour modifier les cours de sciences économiques à l'UCLouvain afin que les professeurs incluent dans leur enseignement les limites du libre-échange et ses conséquences (sociales, environnementales) négatives (Bero, 2019). Beaucoup d'enseignant-e-s sont eux aussi porteurs d'idées innovantes. Ils sont d'ailleurs plus de mille enseignant-e-s du secondaire ou du supérieur, éducateur-rices, membres de direction et autres personnes travaillant dans un établissement d'enseignement belge à avoir signé la « Charte pour un enseignement à la hauteur de l'urgence écologique »¹³ afin de non seulement outiller les élèves à la compréhension des enjeux écologiques, mais aussi de décloisonner les disciplines pour saisir les enjeux environnementaux dans leur complexité, comprendre les injustices climatiques, renforcer le pouvoir d'agir, ancrer l'enseignement dans le réel et l'expérimentation et promouvoir des approches pédagogiques différentes (valoriser la collaboration plutôt que la compétition, offrir une place aux émotions, ouvrir les imaginaires de futurs désirables, etc.). Bref, faire de l'école un lieu d'inspiration.

L'université, à l'heure actuelle, forme des travailleur-euse-s avant de former des citoyen-ne-s.

Nicolas Dendoncker, professeur à l'Université de Namur au département de géographie, est l'un des signataires de cette charte. Comme d'autres membres du corps académique de l'UNamur, il fourmille d'idées et de projets en lien avec les valeurs humanistes de l'université et son engage-

ment envers le climat. En signant la Déclaration de l'Enseignement supérieur pour le Développement Durable de RIO+20', l'UNamur s'est en effet engagée à enseigner les concepts de développement durable, encourager la recherche dans ce domaine, éco-responsabiliser sur son campus et soutenir les efforts de développement durable au niveau local et régional. À travers son plan stratégique « Univers 2025 » l'université a également annoncé comme objectif d'être un campus durable, « sur le fond comme sur la forme », c'est-à-dire aussi bien dans sa façon de gérer son infrastructure qu'« en tant qu'institution d'enseignement et de recherche, par son engagement afin de contribuer activement à la transition environnementale »¹⁴.

Aujourd'hui, l'université propose trois cours transversaux qui intègrent la dimension du développement durable, « avec une quatrième unité d'enseignement qui devrait être créée l'année suivante ou d'après », nous explique Nicolas Dendoncker. « Nous explorons l'idée d'une sorte de filière regroupant ces quatre cours, et que tout étudiant pourrait suivre en obtenant une mention sur son diplôme. Mais nous pourrions également aller plus loin, avec une formation qui serait obligatoire pour tous les étudiants. » Des freins existent, cependant, notamment en rapport à l'organisation facultaire (il est difficile de changer les programmes de cours) et au manque de certains types d'expertises sur le campus (l'université n'a pas de faculté d'agronomie, par exemple). Existe également à l'université une formation complémentaire en Développement Durable (pour les professionnels), et un projet de master en soutenabilité/développement durable (mais en suspens face au contexte politique¹⁵). Finalement, il existe, au département de médecine, un groupe de réflexion pour organiser un cours se concentrant spécifiquement sur le concept de « One Health », comme l'explique Grégoire

#12 L'étude de la Consultation Nationale Étudiante a d'ailleurs trouvé un lien très clair entre le fait de suivre une formation liée aux enjeux environnementaux et le passage à l'action des étudiant-e-s (2020). #13 Vous pouvez découvrir la charte et la liste des signataires ici : <https://charteenseignantsecologie.be/la-charte/> #14 Le texte complet : <https://univers-2025.unamur.be/objectifs> #15 Le financement de l'éducation est en « enveloppe fermée », ce qui signifie que le financement global reste fixe chaque année (hors indexation) et est attribué à chaque établissement en fonction du nombre d'étudiants au sein de ceux-ci. Multiplier les filières peut donc s'avérer coûteux pour l'université. De plus, la création d'un nouveau programme nécessite une autorisation des pouvoirs publics pour garantir son financement.

Wieërs, professeur au sein de ce département : « Ce concept s'appuie sur une vision de la santé humaine comme dépendant également de la santé des animaux et de l'écosystème. Il s'agira aussi de ne pas se limiter à une approche technologique de la santé qui est occidentale et d'aborder les questions d'équité de l'accès à la santé dans le monde. »

Plus ambitieux encore, Nicolas Dendoncker et d'autres membres du corps académique aimeraient que puisse voir le jour un « campus de la transition » sur le domaine d'Haugimont¹⁶, en s'inspirant par exemple du campus de la transition à Forges, en France, un lieu d'expérimentation sur le terrain afin de lier théorie et pratique, savoir, savoir-être et savoir-faire, et outiller étudiant-e-s ou professionnel-le-s pour répondre aux enjeux écologiques, économiques, sociaux et politiques.

Ces exemples montrent une volonté d'innovation forte de membres du personnel de l'UNamur ainsi qu'un plan stratégique au niveau institutionnel pour faire bouger les choses. Malheureusement, des blocages logistiques, financiers et humains existent également. Résultat, l'université reste aujourd'hui assez mal classée par rapports aux institutions d'enseignement supérieur qui proposent des cours traitant des enjeux climatiques et environnementaux en Belgique, selon l'étude de The Shifters.

Conclusion

En Belgique, près de 50% de la population âgée de 30-34 ans a obtenu un diplôme de l'enseigne-

ment supérieur (The Shifters, 2022). Après trois ans, cinq ans, voire plus, d'années d'études, il n'est pas normal que ces nouvelles forces vives dans notre société ne soient actuellement pas outillées pour faire face aux enjeux systémiques et écologiques de notre temps. Pourtant, 87% des étudiant-e-s belges estiment que les enjeux climatiques devraient être enseignés dans les universités. Pour une majorité d'entre eux, il pourra d'ailleurs s'agir d'un élément déterminant dans le choix d'une université (*Idem*).

S'il existe aujourd'hui de nombreuses volontés de changement, elles ont besoin d'un soutien d'envergure afin qu'une analyse complexe des enjeux environnementaux soit intégrée dans les différents cursus – à l'image du cours obligatoire de 24h de « Culture écologique » que doivent désormais suivre tous les étudiant-e-s de Sciences Po (France) – mais aussi que les cursus eux-mêmes soient transformés afin que chaque diplômé-e quitte les bancs de l'université avec les outils nécessaires pour s'engager dans les transitions à venir. À travers l'expérimentation, l'interdisciplinarité, un esprit d'auto-critique et de nouvelles boussoles de réussite, l'université pourrait, et devrait, fournir des appuis – scientifiques, techniques, politiques – plus solides encore aux étudiant-e-s pour penser de nouveaux horizons communs de justice environnementale et de bien-être collectif. ●

PAR ALIX BURON,
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

#16 Domaine de 360 ha à Gesves et appartenant à l'UNamur qui comprend notamment une ferme pédagogique, un gîte, un domaine forestier et quatre ruches.

Bibliographie

- Entretiens avec Nicolas Dendoncker et Grégoire Wieërs.
- Bero Adèle, 2019, « L'université : lieu de reproduction de la pensée économique néoclassique ? », Financité, https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/analyse_universite_pensee_economique.pdf
- Blast, 2023, « Sortir de la tyrannie de la "valeur travail" », vidéo Youtube, <https://www.youtube.com/watch?v=JZqjxAo5eoY&t=1s>
- Chapelle Sophie, 16 février 2023a, « Promis à de brillantes carrières, des jeunes désertent pour « démanteler » le système », Basta !, <https://basta.media/promis-a-de-brillantes-carrieres-des-jeunes-desertent-pour-demanteler-le-systeme>
- Chapelle Sophie, 16 février 2023b, « Mauvaises conditions de travail et perte de sens : une vague de démissions gagne la France », Bast !, <https://basta.media/mauvaises-conditions-de-travail-et-perde-de-sens-une-vague-de-de-missions-gagne-la-France>
- CNE (Consultation National Etudiante), 2020, « Les étudiant-e-s face aux enjeux environnementaux », https://le-reses.org/wp-content/uploads/2021/04/RAPPORT_CNE2020.pdf
- Gianinazzi Willy, 3 juillet 2020, « Réduire le temps de travail, une nécessité écologique », Reporterre, <https://reporterre.net/Reduire-le-temps-de-travail-une-necessite-ecologique>
- KPMG, 8 mars 2023, « Le travail est-il encore la priorité de vie numéro un des Français ? », Usbek & Rita, <https://usbeketrica.com/fr/article/travail-et-identite-une-relation-tumultueuse>
- L'Instant Papillon, 21 janvier 2023, « Diplômes, études, travail : quel sens aujourd'hui ? », podcast, épisode 7, <https://play.acast.com/s/linstant-papillon/ep-7-diplomes-etudes-travail-quel-sens-aujourd'hui>
- Lievens Laurent, 9 septembre 2022, « Voici pourquoi je démissionne de la Louvain School of Management », La Libre, <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/09/09/voici-pourquoi-je-demissionne-de-la-louvain-school-of-management-U3BUHS5UIRGFXNY7Y6DNA4XU54/>
- LouieMedia, 2020, « La semaine de quatre jours pourrait-elle nous sortir de la crise ? », podcast Travail (en cours), <https://louiemedia.com/travail-en-cours/9-semaine-de-quatre-jours>
- Marin Catherine, 7 janvier 2022, « La peur de l'inactif, c'est la peur de l'incontrôlé », Reporterre, <https://reporterre.net/La-peur-de-l-inactif-c-est-la-peur-de-l-incontrole>

- Marty Céline, 13 décembre 2021, « La réduction radicale du temps de travail : un enjeu écologique, social et démocratique », AOC, <https://aoc.media/opinion/2021/12/12/la-reduction-radical-du-temps-de-travail-un-enjeu-ecologique-social-et-democratique/>
- Mergen Sophie, 7 avril 2023, « OGM à tout prix, cours dépassés : les étudiants bioingénieurs dénoncent le décalage entre leurs études et les enjeux écologiques », RTBF, <https://www.rtb.be/article/ogm-a-tout-prix-cours-depasses-les-etudiants-bioingenieurs-denoncent-le-decalage-entre-leurs-etudes-et-les-enjeux-ecologiques-11179389>
- The Shifters, mai 2022, « Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition vers la neutralité carbone », Rapport final, https://education4climate.be/education4climate_rapport_final_fr.pdf